Dans ce numéro un dossier «Bretagne d'aujourd'hui»

Mercredi 13 décembre 1978 – No 992

BP 61, 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

«Cotiser plus et se soigner moins»

MERCREDI, le gouvernement va adopter des mesures pour combler le prétendu déficit de la Sécurité sociale. La mesure principale envisagée par le pouvoir est l'augmentation des cotisations des assurés, c'est-à-dire surtout celles des travailleurs. Par ce biais, le pouvoir va faire rentrer dans les caisses la coquette somme de 6 à 10 milliards. Mais, par contre, les capitalistes et l'État qui doivent à la Sécurité sociale 15 milliards de francs n'auront, eux, rien à débourser. En invoquant le déficit de la Sécurité sociale, Giscard-Barre s'attaquent donc au pouvoir d'achat des travailleurs. D'autre part, toujours au nom du fameux déficit, il prétend imposer aux travailleurs des restrictions sur leur santé. Ils devront moins se soigner, les médecins devront prescrire moins de médicaments. Ceux-ci seront même placés sous surveillance. Et gare ! Les médecins qui n'appliqueront pas l'austérité et qui feront des ordonnances trop longues pourront être gravement sanctionnés. Il s'agit d'une attaque en règle contre les droits à la santé.

Si la Sécurité sociale est malade, c'est aussi à cause de la crise. Le coup de frein donné aux salaires depuis deux ans de plan Barre a considérablement diminué les ressources de la Sécurité sociale. Le chômage massif fait qu'actuellement 1,8 million de chômeurs ne cotisent plus (encore heureux que les chômeurs ne paient pas de cotisations). La crise capitaliste est donc utilisée par les capitalistes pour rogner les salaires et remettre en cause les droits sociaux.

Payer plus pour être moins soigné, voilà à quoi se résume la réforme que nous prépare le gouvernement.

H. MAZEREAU

Sécurité sociale

Les patrons et l'Etat doivent 15 millions !

(Voir article page 5)

Mobilisation corse contre un hôte indésirable

SELON Barre, le problème principal en Corse serait... l'état des routes. Il appelle à la paix civile, couvre les attentats des barbouzes et fait emprisonner les patriotes.

Une seule réponse à ses propos : développer la lutte de classe, défendre le peuple Corse.

(Voir article pages 3 et 4)

Usinor choisit Neuves-Maisons

LES capitalistes continuent à frapper dans la sidérurgie et à mettre en place leur plan d'ensemble ; hier, 8 500 licenciements étaient annoncés en Lorraine, à Sacilor-Sollac ; aujourd'hui, Claude Etchegaray, PDG du groupe Usinor-Châtillon-Neuves-Maisons, doit donner ses explications dans une conférence de presse sur les choix qu'il vient d'annoncer aux travailleurs du groupe : l'aciérie de Neuves-Maisons va être terminée et l'usine (du même type) de Longwy sera fermée. En tout, ce sont 12 500 licenciements qui sont planifiés dans le groupe et qui vont frapper les travailleurs du Nord et de Lorraine, dont principalement :

- *Denain-Valenciennes* : 2 500 à 3 000 emplois supprimés par la fermeture de l'aciérie et du haut-fourneau de Denain ;
- *Anzin* : 450 emplois supprimés ;
- *Dunkerque* : 1 000 emplois supprimés ;
- *Chiers-Longwy* : 3 000 emplois supprimés ;
- *Usinor-Thionville* : 1 000 emplois supprimés ;
- *Blagny* : fermeture, 450 emplois supprimés.
- *Usinor-Longwy* : 3 000 emplois supprimés.

On peut s'interroger longtemps sur la raison du choix de Neuves-Maisons. La loi qui permet au dirigeant d'un groupe capitaliste de décider de maintenir une région en activité et d'en sacrifier une autre, en fonction du profit capitaliste et des règlements de compte politiques (député-maire UDF à Nancy contre député PCF à Longwy et nécessité d'éviter un scandale à Neuves-Maisons si l'usine est abandonnée avant même d'être terminée) n'a rien à voir avec celle des travailleurs.

Les travailleurs ne peuvent s'enfermer dans la division de ceux qui sont « sauvés » et de ceux qui sont « sacrifiés ». Ce qui est impératif aujourd'hui, c'est de chercher comment permettre à tous les sidérurgistes du Nord, de Lorraine et du Midi d'organiser une riposte tous ensemble, qu'ils soient immédiatement menacés de perdre leur emploi ou que ce soit remis à plus tard. Car la restructuration ne fait que commencer dans la sidérurgie française et d'autres vagues de licenciements peuvent succéder à celles-là.

L'heure est à la riposte dans l'unité pour empêcher que les sidérurgistes paient le prix fort du redressement économique de l'industrie française, de sa modernisation. Et dans l'unité, les travailleurs de la sidérurgie, de Marseille à Dunkerque, représentent une force réelle qui peut être déterminante.

Claire MASSON

A Dunkerque, en Lorraine ou à Fos, tous les sidérurgistes concernés.

Alors que les manifestations de dimanche ont regroupé 5 millions de personnes et que l'économie est bloquée

Les étrangers fuient l'Iran

LE Shah, contraint d'autoriser les manifestations de dimanche dernier a vu défiler rien qu'à Téhéran deux millions de personnes qui exigeaient son départ.

De semblables manifestations se sont produites en province : au total, cinq millions de personnes. Le départ des ressortissants étrangers, américains surtout se font à un rythme très rapide. Plus rien ne fonctionne dans l'économie : les grèves dans les raffineries, les administrations paralysent toujours le pays.

Dimanche cinq millions d'Iraniens étaient dans la rue pour affirmer leur opposition au Shah.

DES MANIFESTATIONS MONSTRES

Pour ce neuvième jour du Moharram (mois des martyrs), le gouvernement avait autorisé les manifestations. Il n'avait guère d'autre solution : tirer sur une foule de plusieurs millions de personnes risquait d'entrainer une insurrection générale.

Toutes les organisations démocratiques, ainsi que des organisations professionnelles s'étaient jointes aux dignitaires religieux et au Front national pour appeler aux manifestations, les plus grandes manifestations qu'ait jamais connues l'Iran. Tout s'est passé dans le calme. L'armée, suivant les consignes n'est pas intervenue. La manifestation de Téhéran a rassemblé à elle seule deux millions de personnes. Tout Téhéran était là.

Pourtant, le Shah avait tenté par tous les moyens de dissuader la population d'y participer, en faisant circuler des tas de rumeurs, notamment sur les intentions de certains de faire couler le sang. Une intoxication inutile qui ridiculise davantage encore le Shah.

S'il n'y a pas eu d'émeute sanglante, si le pays parait plus « calme » qu'au mois de septembre, la situation est de plus en plus intenable économiquement.

L'ÉCONOMIE A ZÉRO

Les grèves paralysent toujours le pays, les ouvriers du gaz et du pétrole étant en grève, de nombreuses entreprises sont bloquées, faute de carburant.

Quant aux autres, celles qui sont encore en activité, leur productivité est très faible, *« les Iraniens ne travaillent plus qu'à 50 %, c'est ce qu'ils appellent la résistance passive »*, raconte un directeur d'entreprise.

Les grèves touchent aussi le secteur bancaire et commercial. La majorité des entreprises étrangères ne sont plus payées depuis deux ou trois mois, la chambre de compensation étant fermée. Ainsi, plusieurs chantiers français, italiens, américains et allemands ont dû fermer leurs portes.

Cette situation ainsi que la crainte d'une violente explosion populaire a entrainé le départ de capitaux mais aussi de ressortissants étrangers et même iraniens.

FUITE DES CAPITAUX ET DES COOPÉRANTS ÉTRANGERS

Le départ des capitaux atteint à l'heure actuelle des sommes considérables. En deux ans, ce sont deux à quatre milliards de dollars qui ont quitté le pays, la plupart ces derniers mois. Ces capitaux appartiennent en grande partie à la famille du Shah.

Plus spectaculaire, le départ de ressortissants étrangers. Sur une centaine de milliers d'Occidentaux en Iran, 20 000 seraient déjà partis. Des sociétés américaines comme Westinghouse, General Electric, General Tires, Boeing, Grumann évacuent rapidement leur personnel. En quelques jours, la communauté américaine d'Ispahan est passée de 12 000 à 8 000. Le gouvernement américain a également décidé de rapatrier les 850 soldats stationnés à Téhéran. Accompagnés de leur famille, ils sont conduits sous bonne escorte à l'aéroport où ils sont embarqués dans des avions de US Air Force. On estime actuellement que 80 % des soldats et de leurs familles ont quitté l'Iran.

Dans les longues files, on voit aussi de richissimes Iraniens transportant avec eux des valises contenant leurs fortunes. Mais, en majorité, ce sont des Américains, des Allemands, et des Israéliens qui quittent le sol iranien. Ces départs massifs contribuent, eux aussi, à désorganiser l'économie.

Alors que les rapatriements de soldats et des ressortissants américains fait penser à un abandon du Shah à son propre sort, Carter continue de déclarer qu'il le soutient toujours inconditionnellement. Il est évident, cependant, qu'il doit se préparer activement à une nouvelle carte de rechange.

Evelyne LEGUEN

Agression vietnamienne au Kampuchea

SELON diverses agences de presse, l'offensive vietnamienne contre le Kampuchea démocratique (Cambodge) s'intensifie avec la fin de la saison des pluies. Actuellement, c'est le Nord-Est du pays qui est visé ainsi que la région du Bec du Canard au Sud-.

L'objectif des forces vietnamiennes est de prendre la ville de Kratié, important port du Mékong et nœud de communications entre la capitale et le Nord-Est du pays. Ainsi les agresseurs vietnamiens bloqueraient le ravitaillement de Phnom Penh et couperaient les quatre provinces du Nord-Est du reste du pays.

En déclarant les régions envahies « zones libérées », et en y installant leur administration fantoche baptisée « Front uni de salut national », les autorités vietnamiennes espèrent donner une apparence de légitimité à leur invasion.

Mais la nouvelle offensive vietnamienne qui se développe comme par hasard au moment même où Radio-Hanoï annonce la création de ce prétendu « front » suscite des réactions très hostiles des pays d'Asie du Sud-Est comme la Thaïlande, la Malaisie, et Singapour. Le bruit court qu'une réunion des pays membres de l'ASEAN (Association des nations du Sud-Est asiatique) pourrait être convoquée rapidement pour examiner l'agression vietnamienne.

La Chine populaire a, quant à elle, réaffirmé son soutien au Kampuchea et a dénoncé la création du « Front de salut national » comme *« un instrument de l'expansionnisme soviéto-vietnamien »* et comme une tentative de mettre en place *« un gouvernement fantoche »* à Phnom Penh.

Le président de l'Assemblée, le maréchal Yeh Kieng-ying, a exprimé le soutien de la Chine à la lutte du peuple cambodgien, dans une lettre publiée en première page du *Quotidien du peuple* et qui répond à une lettre du président du présidium de l'État kampuchean, Khieu Sampban, adressée *« aux chefs d'État et de gouvernement des pays amis »*.

Enfin, une importante réunion du comité permanent de l'Assemblée populaire nationale s'est tenue le 7 décembre à Pékin pour écouter deux rapports dont l'un porte sur la récente visite d'une délégation chinoise au Kampuchea. Le rapport exprime la conviction que le peuple cambodgien remportera finalement la victoire, au terme d'une longue lutte, dirigée par le Parti communiste du Kampuchea.

Claude LIRIA

La préparation du 25e congrès du PCI

L'affirmation de l'éloignement de Moscou

L'*UNITA*, le quotidien du Parti communiste italien, vient de publier la liste commentée des grands thèmes qui feront l'objet du rapport et des discussions du 25e congrès du Parti qui doit se tenir en mars prochain. Les deux principales grandes lignes qui se dégagent de ces premiers textes sont la poursuite de l'ouverture en direction des partis socialistes et catholiques au niveau italien et européen, et d'autre part une condamnation de plus en plus nette du régime soviétique et des pays de l'Est.

À ce sujet, les textes ne parlent d'ailleurs même plus de « pays socialistes » mais de « nouvelles sociétés ». Les relations privilégiées avec le bloc de l'Est apparaissent comme abandonnées au profit des relations avec les partis socialistes européens. On peut lire à ce sujet : *« Le PCI sollicite une solidarité et un engagement internationaliste qui aillent au-delà des partis communistes »*.

Au sujet des relations avec Moscou, on peut lire : *« Les modèles universels, les chaires d'orthodoxie idéologiques, et encore moins les centres exclusifs de direction politique, ne sont possibles »*. C'est là une nette remise en cause de la suprématie du PC de l'URSS, cette remise en cause s'accompagne d'ailleurs de critiques sévères du régime interne soviétique, établies certes sur une base bourgeoise, mais qui n'en sont pas moins positives dans la prise de conscience de la nature fasciste de l'Union soviétique.

Sur le problème de l'Europe enfin, ne pouvant à l'évidence penser à une alliance avec le PCF dont les thèses sont à l'opposé extrême des siennes, le PCI envisage l'établissement de rapports avec les partis sociaux-démocrates favorables à l'unité européenne.

Elimination des éléments les plus prosoviétiques du gouvernement angolais

Vers un nouvel échec du social-impérialisme en Afrique ?

ALORS que Moscou s'engage pour la première fois directement, en Afrique, dans l'écrasement de la lutte de libération érythréenne, au côté de son allié éthiopien, l'autre pays sur lequel le social-impérialisme fait très directement peser sa tutelle en Afrique semble désireux de secouer l'emprise de ses très envahissants « protecteurs ». Des contradictions très vives se manifestaient en effet depuis quelques temps en Angola sur le problème de la présence cubaine, et derrière elle surtout le problème des relations avec l'URSS. Ces questions opposaient notamment Neto, le président qui désirait une diminution progressive des forces cubaines dans le pays (15 000) hommes et le premier ministre Lopo de Nascimento qui, lui, préconisait le maintien et même le renforcement de ces troupes. Une première étape de cette lutte vient de se concrétiser par l'élimination de toute les fonctions de Lopo ainsi que par la démission du vice-premier ministre qui était connu pour être proche de ses positions.

C'est assurément une défaite pour les positions du social-impérialisme dans le pays.

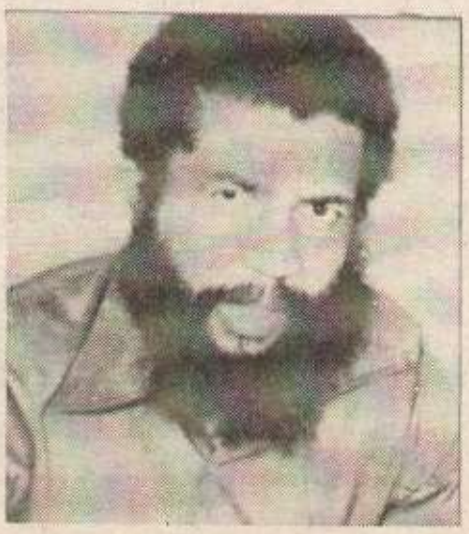
Un premier pas dans le sens d'une plus grande indépendance de l'Angola vis-à-vis de Moscou avait été déjà effectuée à la mi-octobre lorsque l'Angola et le Zaïre s'étaient spectaculairement reconciliés. Cette reconciliation n'avait pas pu plaire à Moscou dans la mesure où elle lui ôtait un foyer de tension en Afrique et une occasion d'intervenir par mercenaires interposés. On se souvient que les deux agressions dont avait été victime en un an le Zaïre étaient parties d'Angola et menées par des éléments armés et entrainés par les Cubains à la solde de Moscou.

Ce qui se passe en Angola aujourd'hui, même s'il est beaucoup trop tôt pour tirer des conclusions définitives, n'est pas sans rappeler que le social-impérialisme s'est déjà, dans les années récentes, fait chasser de pays où on le croyait bien implanté : en 1977, de Somalie par exemple.

Cette élimination des éléments pro-soviétiques les plus notoires du gouvernement angolais ne laissera certainement pas Moscou et ses alliés cubains sans réaction. Elle n'en marque pas moins une nouvelle étape importante dans la lutte du peuple angolais pour l'indépendance.

Serge FOREST

Lopo de Nascimento, le premier ministre déchu, un pro-soviétique notoire.

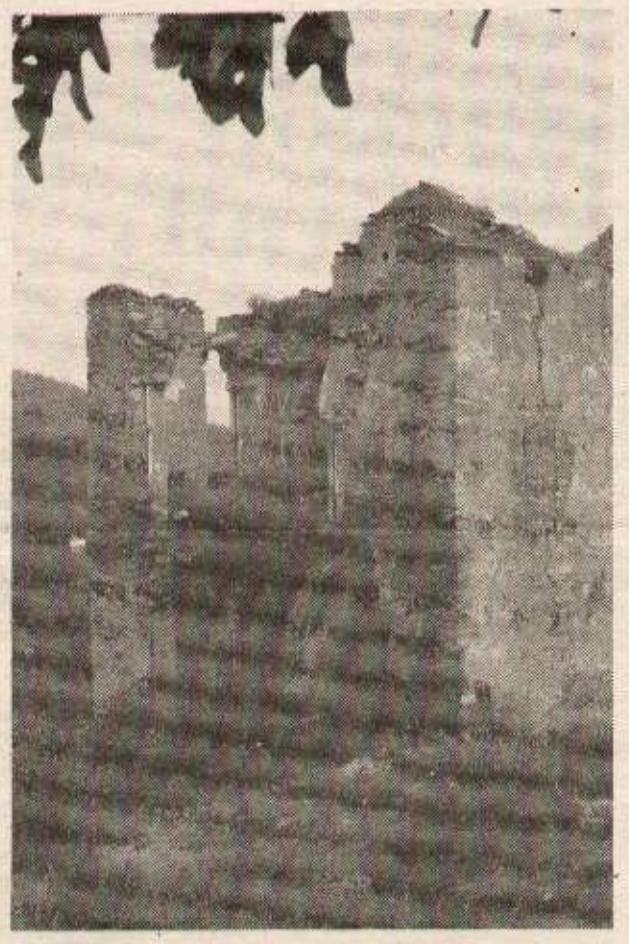


Carlos Rocha « Diloma », le vice-premier ministre démissionnaire. Il déclarait récemment « Le problème du manque de cadres et de technique ne sera réellement attaqué que cette année avec l'arrivée d'assistants techniques des pays socialistes pour tous les secteurs productifs ». *Une étrange conception de la résolution indépendante des problèmes.*

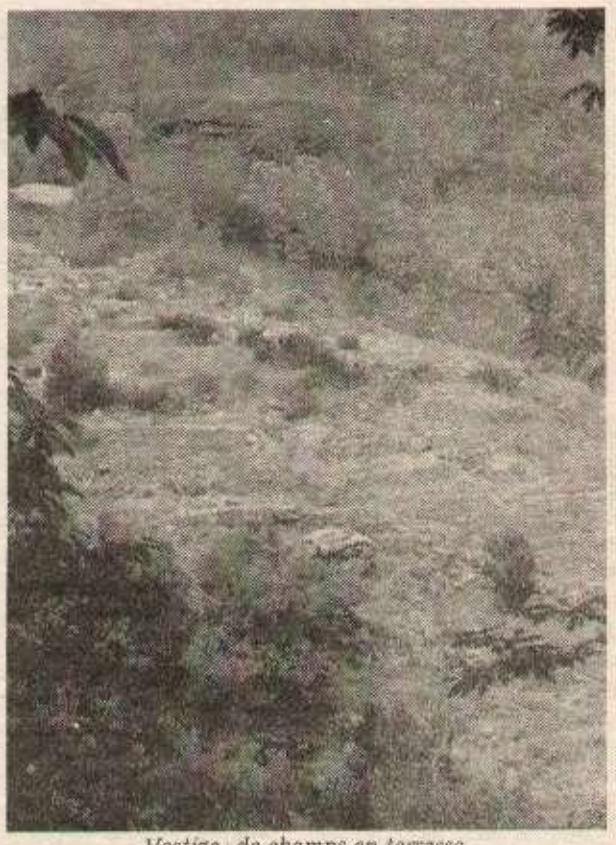
Ce que Barre ne veut pas dire

Les faits dans l'agriculture corse

APRES les promesses de Giscard et des quinze ministres et secrétaires d'Etat qui l'ont précédé depuis six mois, Barre déclare que *« le développement sera une création continue »* ! Regardons les faits et prenons l'exemple de l'agriculture. Seuls les gros capitalistes de la plaine orientale connaissent la prospérité. Barre prétend donner les *« assurances du gouvernement pour le développement de l'agriculture de montagne »*, il n'est pas le premier à le dire, pour tenter de calmer la colère qui gronde . Tout cela c'est comme la chanson : *« Paroles, paroles, paroles... »* !

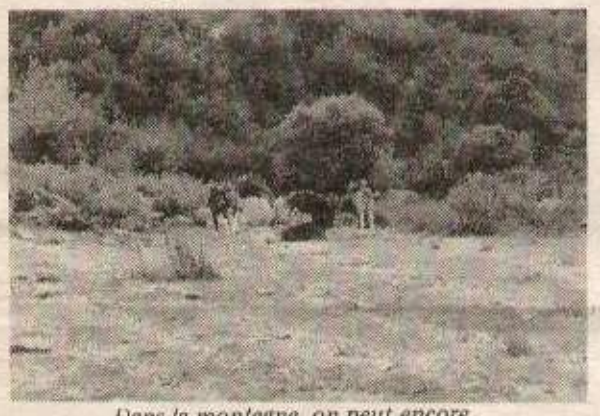


Un village abandonné parmi d'autres dans la Corse de l'« intérieur ». (Photo HR)



Vestige de champs en terrasse, qui témoigne des possibilités de cultures et de la volonté délibérée du pouvoir capitaliste de laisser à l'abandon les 4/5 de l'Ile parce que « ce n'est pas rentable ».

Agriculture ...



Dans la montagne, on peut encore rencontrer quelques vaches et cochons (qui ici vivent traditionnellement en liberté). Mais de moins en moins et pour combien de temps ? (Photo HR)

Les vignes des colons de la plaine orientale (Photo HR)

Désertification ...

Grand nombre de châtaigners, faute d'être entretenus et soignés ils se vident de l'intérieur : ils sont atteints d'une sorte de chancre

et luttes

Auto-collant de « solidarité paysanne »

Occupation du domaine Delpeille — la fameuse cave d'Aléria — par les agriculteurs en 1977

Dans la plaine orientale (région d'Aléria) des terres de colons sont occupées par de petits paysans et travaillées collectivement. « A terra e nostra » la terre est notre est un des slogans lancé par les petits paysans. Sur la photo, défrichage d'une vigne occupée

L'autoréduction du temps de travail : une nouvelle forme de lutte ?

COMMENT imposer les revendications aujourd'hui ? Devant l'intransigeance des patrons qui utilisent le chantage à la crise, les travailleurs qui ne se résignent pas à l'austérité se posent la question avec de plus en plus d'inquiétude. Il n'est pas facile, en effet, de comprendre que les échecs de ces derniers mois ne sont pas dûs essentiellement aux formes de lutte, mais à l'orientation donnée : soutien à l'Union de la gauche, maintien de la lutte dans un cadre acceptable par les capitalistes... d'autant plus que les directions confédérales évitent le sujet avec précaution.

Comment donc imposer les revendications ? Cette préoccupation était visible dans nombre d'interventions au 40e congrès de la CGT, elle est aussi au centre des réflexions des militants CFDT.

UN NOUVEAU MOT D'ORDRE : AUTOREDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

C'est dans ces conditions qu'il faut apprécier le mot d'ordre que les fédérations CGT et CFDT de la banque viennent de lancer en commun : « *Du 11 au 22 décembre, réduisons notre travail d'une demi-heure par jour* » pour imposer les trente-cinq heures par semaine sans diminution de salaire. Les journalistes de *l'Humanité* ajoutent ce commentaire : « *Les responsables des deux fédérations CGT et CFDT estiment* " que les conditions sont remplies dans la banque pour aller vers une action d'envergure ". *En appelant les quelques 300 000 travailleurs de ce secteur à "autoréduire" leur temps de travail quotidien d'une demi-heure, elles répondent à la revendication essentielle : 35 heures par semaine sans diminution de salaire...* ».

Donc, ce n'est pas un débrayage qui est proposé, mais une autoréduction du temps de travail, cette demi-heure n'est pas une mobilisation, mais finir une demi-heure plus tôt ou commencer une demi-heure plus tard.

REFAIRE UN PREMIER MAI 1906

Les patrons refusent la réduction d'horaire ? Que les travailleurs l'appliquent tout seuls ! C'est cette idée que Michel Rolant, secrétaire national de la CFDT, développait dans une interview accordée au *Nouvel Observateur* du 4 décembre : « ... *Alors, si nous refaisions le Premier Mai ? En 1906, c'était le point culminant d'un mouvement international de grève et d'autoréduction de la durée du travail : il s'agissait d'imposer la journée de huit heures. Pourquoi ne pas continuer dans le même sens ? Relancer, aux niveaux français, européen, international, de nouvelles actions d'autoréduction de la journée, de la semaine de travail, puis, à l'occasion du Premier Mai, appeler à cesser le travail au-delà de trente-cinq heures...* ».

LUTTER OU GERER LA PENURIE ?

La formule parait séduisante au premier abord. Elle a l'avantage de donner l'initiative aux travailleurs et de mépriser la légalité patronale. Mais concrètement que veut-elle dire ? C'est une forme de mépris qui ressemble plutôt à contourner l'obstacle, car le patron reste le maitre... au moins de la paie ! Tous les travailleurs qui se sont battus pour des réductions d'horaire savent que ce n'est pas tant réduire les horaires que les patrons refusent mais maintenir un salaire égal pour un horaire réduit.

Si les travailleurs acceptent de réduire un salaire déjà limité au plus bas, c'est une bonne affaire pour les capitalistes, c'est la rentabilisation prise en main par les travailleurs eux-mêmes. Car la production ne sera pas réduite dans la même proportion que la durée du travail.

C'est bien plus gérer la pénurie que lutter ! L'argumentation de Rolant nous le confirme d'ailleurs :

« ... *Quand on travaille moins, on est moins fatigué ; donc on est plus productif par heure de travail fourni et on est malade ou accidenté moins souvent. Ces gains de productivité prévisibles doivent conduire à la création négociée de nouveaux emplois* ».

Voilà donc une bonne illustration d'une certaine conception de l'autogestion appliquée aux revendications.

QUEL AVENIR DANS LA BANQUE ?

Que la CGT puisse se rallier à cette position montre que la nature de l'ouverture, c'est aussi s'ouvrir à des conceptions réformistes plus claires.

Dans la banque, on peut douter de l'efficacité de ce mot d'ordre tel qu'il est formulé. Et ce d'autant plus qu'il y a encore dans ce secteur la possibilité de comprimer une même quantité de travail dans un temps plus court : n'est-ce pas le problème de délégués syndicaux, par exemple, qui ne sont jamais remplacés pendant leurs mandats ?

On peut en douter d'autant plus que la référence de Rolant à 1906 n'est guère rassurante : où est le vaste mouvement d'ensemble pour les 35 heures, alors que l'horaire moyen reste, en France, de 42 heures par semaine ?

Il serait certainement plus efficace de proposer une vraie lutte qui dise son nom et qui mobilise les travailleurs des banques dans un mouvement plus fort et plus coordonné.

Claire MASSON

Mobilisation corse contre un hôte indésirable

Le premier ministre Raymond Barre ne reçoit nullement l'accueil chaleureux dont veulent bien le gratifier le gouvernement et les mass média à son service.

La première journée, il s'est rendu dans la partie sud de l'Ile. La grève générale a été largement suivie et, à Ajaccio, ce fut la plus importante manifestation qu'il y ait eu depuis longtemps : 5 000 personnes. 90 % des commerçants ont fermé boutique.

Personne ne s'est trompé sur la nature de sa visite et surtout pas les travailleurs qui sont victimes à la fois de l'exploitation capitaliste et de l'oppression nationale. Il en sera de même mardi dans la partie nord de l'Ile.

Le programme de Barre est chargé, minuté. Il visite la « Corse profonde » en hélicoptère ! Ses atterrissages sont pour rendre visite aux notables et autres « élus » de la maffia parasitaire qui gère le pays.

Comme les bains de foule sont dangereux pour sa santé, il ne prononce aucun discours en public mais seulement devant les « élus ». Ceci ne veut pas dire qu'il lésine devant le baratin. Le « constat » — ô gageure ! — qu'il fait des objectifs fixés par Giscard n'est pas pour surprendre, il est fait sur commande : « *La plupart des objectifs fixés... sont en cours de réalisation* ». Alors pourquoi autant de protestations ? C'est une question à laquelle il préfère éviter de répondre.

Selon Barre, « *le développement sera une création continue* ». Avec le système capitaliste, le seul développement, c'est celui de l'exode, du chômage et de la répression, du tourisme pour milliardaires.

De la part du peuple, s'il doit y avoir un développement, ce doit être celui de la lutte de classe : contre l'élimination des petits paysans et pour l'occupation des terres des gros propriétaires de la plaine, pour l'unité des ouvriers et des petits et moyens paysans. Ce doit être aussi celui de la lutte de classe contre la fermeture des écoles et l'ouverture d'une université authentiquement CORSE à Corti, pour le droit d'apprendre sa langue maternelle — le corse —, à l'école, pour le développement de sa culture spécifique ; contre la répression qui frappe les ouvriers, employés et paysans en lutte et tous ceux qui mettent en avant une revendication fondamentale : le droit d'un peuple à disposer de lui-même.

Serge LAFORGE

A la manufacture pilote de Berck-sur Mer

Il faut payer pour avoir le droit de travailler

BERCK-sur-Mer, est une petite station balnéaire, non loin du Touquet, station snob de la « Côte d'opale ». A cause de son climat riche en iode, Berck est depuis très longtemps une ville de cure et de rééducation pour les handicapés physiques, en particulier les tuberculeux.

Nullement étonnant donc que beaucoup de travailleurs aux alentours soient des travailleurs handicapés physiques. Et pour eux, la crise c'est encore pire que pour les travailleurs valides.

La Manufacture Pilote : une petite boite spécialisée dans la fabrication et la vente par correspondance des cadeaux. Sur 110 personnes employées, 70 travailleurs sont handicapés. Il y a un an cette boite a failli fermer. Elle a été reprise par un certain Witt, ancien président du Berck Basket Club, patron d'une boite d'intérim, spécialisée dans la remise à flot des « canards boiteux ». Il a trouvé une manière originale de résoudre ses difficultés. Ecoutons le témoignage de travailleurs de la Manufacture Pilote.

« *On a réuni le personnel un jeudi à 11 heures, on leur a expliqué : pour créer une nouvelle société il faut un capital de départ. Le capital c'est nous qui l'avons fourni. Nous avons dû prendre deux actions de 1 000 F.*

Tu files du fric et si tu ne donnes pas de sous tu ne travailles pas. Le personnel s'est affolé et a voté ; quatre personnes qui ont voté non, on a dit nous votons non, c'étaient quatre femmes, on a failli se faire lyncher.

Jusqu'à présent les salaires ont toujours été payés, mais de justesse. Nous sommes obligés de vendre notre camelote sur les marchés pour pouvoir être payés. Il y en a qui disent que si ça ne marchait pas on serait transformé en atelier protégé, c'est-à-dire géré par l'Etat. Nous n'en voulons pas non plus. Ce qu'on voulait c'était un patron, puisqu'on est dans une société capitaliste. On ne voulait pas se former en société. On a des petits salaires, et encore avancer l'argent ! Et d'ailleurs on est contre ce principe là de donner des sous. Etre en autogestion dans un pays capitaliste, c'est pas vrai.

Avec un patron on a un syndicat, on peut se débrouiller. On a déjà obtenu pas mal de choses comme ça auparavant.

Maintenant la société c'est nous, mais il y a un PDG quand même, c'est la même politique qu'avant et c'est difficile de faire du syndicalisme dans une société somme celle-ci. On en est à la fois juge et partie. On est gérants de la société pendant cinq ans.

On ne peut pas faire grève puisqu'on est patron. Si on réclame une augmentation on nous dira : vous savez bien qu'il n'y a pas d'argent. On n'a plus à faire à un seul patron, on est tous ensemble. Auparavant, ayant à faire à un seul patron on pouvait être dur avec lui ».

Sortie de l'atelier d'assemblage.

ETRE TRAVAILLEUR ET HANDICAPE

« *La plupart des entreprises, préfèrent payer l'amende plutôt que d'employer un handicapé. On peut travailler n'importe où pourvu que la porte soit assez large pour laisser passer un fauteuil. D'ailleurs ce n'est pas parce qu'on est pas standardisé qu'on ne peut pas faire la même chose. Le patron dit qu'il faut s'accrocher les gens par une publicité différente. Il mise sur la pitié des gens. Sans rien nous dire, il a fait imprimer un prospectus à 300 000 exemplaires envoyés dans toutes les collectivités. Nous on n'est pas d'accord avec ça.*

On est handicapé, mais on ne veut pas être des assistés ».

Hôpital de Saint-Etienne

Lutte des hospitaliers, lutte des élèves infirmières

DÉBROUILLEZ-VOUS, trouvez du travail, voici le langage du gouvernement pour les jeunes. En parole, c'est facile d'être magnanime et généreux, mais dans les faits... C'est pourquoi la lutte des jeunes pour leur droit au travail doit avoir lieu le plus tôt possible, dans les écoles, dans les formations professionnelles. Dans les CET (LEP), dans les écoles normales, dans les écoles d'infirmiers (res), etc., les élèves ont entamé des luttes pour leur futur travail. L'école est un bon terrain pour la lutte. Elle permet la concentration, la connaissance des élèves. Cela ne signifie pas que les jeunes doivent cesser leur combat, quand ils se retrouvent au chômage, mais les conditions sont moins favorables. Etre chômeur, c'est avant tout être isolé, c'est pour cette raison que la lutte est plus difficile à conduire.

Regardons la lutte actuelle des élèves-infirmières de Saint-Étienne (voir article ci-dessous). La direction a voulu leur imposer de travailler un dimanche par mois, elles s'y sont opposées.

Cette opposition s'est faite à plusieurs. Elles ont acquis un soutien parmi le personnel de l'hôpital et une aide des syndicats. Elles ont été aussi soutenues par la coordination des élèves-infirmières. Même si la lutte a échoué, elles sont déterminées à la poursuivre sous d'autres formes.

Regardons aussi la lutte que mène, en même temps, le personnel hospitalier de Saint-Étienne. Il réclame avec les syndicats CGT et CFDT la création de 500 postes. S'il gagne sur cette revendication, leurs conditions de travail, les conditions de soin pour les malades vont s'améliorer. Mais aussi 500 postes seront à pourvoir, 500 jeunes pourront travailler.

Tout se tient. La lutte des travailleurs en poste pour la création de 500 postes et la lutte des futurs travailleurs pour avoir un boulot vont exactement dans le même sens.

Les syndicats CGT et CFDT ont participé aux assemblées générales des élèves, ils les ont aidés à rencontrer la direction. Cet appui des syndicats est considéré comme positif par certaines élèves de 2e année, il a permis l'élargissement du débat, d'éclairer la plate-forme des élèves-infirmières. Même si l'intervention de déléguée CGT a été considérée comme négative et a démobilisé les élèves, surtout celles de première année, par ses critiques sur la plate-forme et l'organisation de la lutte.

Pour la création de 500 postes

Le 21 novembre s'est réuni le comité technique paritaire. Il devait traiter des prévisions d'effectifs pour l'année 1979. Les syndicats CGT, CFDT avaient fait une enquête sur tous les services de l'hôpital pour connaître le nombre réel des agents, pour savoir si ce nombre correspondait à ce qui avait été prévu pour 1978 et s'informer des revendications de chaque service en ce domaine. La demande de personnel portait surtout sur le remplacement des congés annuels, maladie, maternité. En effet, même si le nombre de personnes inscrites sur le papier parait suffisant, cela n'a rien à voir avec la réalité : l'effectif est rarement au complet, il y a toujours quelques arrêts-maladies, les congés annuels, sans compter les formations que les agents n'osent même pas suivre, leur absence alourdiraient le travail des collègues.

Les syndicats CGT et CFDT ont appelé à venir soutenir leurs délégués au comité technique paritaire. Ils ont proposé que chaque service apporte une motion formulant ses revendications. Une soixantaine de services sont venus « déranger » cette réunion. Le président a suspendu la séance et a ensuite reçu les travailleurs.

Bien sûr, il ne leur a pas dit que cela irait au ministère. C'est lui qui fixe le nombre de postes. La création de vingt-neuf postes, seulement, semble être proposée par le ministère. Les syndicats, eux, ont fait leur compte : ils réclament la création de cinq cents postes.

Cette lutte pour les effectifs est importante à plus d'un titre ; une augmentation des effectifs signifie de meilleures conditions de travail pour le personnel et de meilleures conditions de soin pour les malades.

Cette lutte est aussi une lutte contre le chômage. Au gouvernement de montrer qu'il tient ses promesses pour proposer du travail aux chômeurs, qu'il embauche donc cinq cents travailleurs, là où il y a du travail !

Travailler le dimanche ?

LA rentrée n'a eu lieu que depuis deux mois, mais déjà les élèves-infirmières de 2e année d'abord, puis de 1ère année ensuite, se sont opposées à la nouvelle organisation des stages. Le « bloc-système », en bloquant 15 jours d'affilée de stage, oblige les élèves-infirmières à travailler le dimanche. C'est pour protester contre ce nouveau système que les élèves-infirmières ont convoqué une assemblée générale à laquelle étaient invités la directrice de l'école et le directeur de l'hôpital.

Ils ont tenté de justifier leur nouveau programme, mais il leur était difficile de répondre aux questions : *« Comment voulez-vous qu'on soit encadré puisqu'il n'y a qu'une infirmière et une aide-soignante dans les services le dimanche »*, *« C'est pour pallier le manque d'infirmières que vous nous faites travailler le dimanche »*.

De plus, la suppression du travail le samedi soir et le dimanche est un acquis des élèves qu'elles ont obtenu par la lutte en 1970.

La grève a été votée. Des pétitions, à l'initiative des élèves-infirmières ont circulé parmi le personnel hospitalier. Les syndicats CGT et CFDT ont participé aux assemblées générales des élèves. FO n'a pas daigné se déranger.

Cependant, les pressions de l'administration ont été si fortes que les élèves ont dû reculer.

Le comité technique de l'école (avec la participation notamment de la directrice et des monitrices), réuni le 7 décembre, a été clair : soit les élèves de première année acceptaient le « bloc-système » (*), avec le travail du dimanche, soit elles prenaient la porte. Les élèves de première année ont donc repris cours et stages, mais elles poursuivent la lutte en entamant une enquête sur les services pour le non-encadrement en semaine et le dimanche, en recherchant si la législation autorise le travail le dimanche pour les travailleurs en formation, comme elles.

Le comité technique de l'école a, par contre, proposé d'autres solutions aux élèves de deuxième année : reprendre le travail avec le « bloc-système » ou avec l'ancienne organisation des cours. Les élèves de deuxième année ont préféré la seconde solution, résolues à ne pas travailler le dimanche.

(*) « Bloc-système ». Auparavant, la formation des élèves se déroulait en deux temps : stages le matin et cours l'après-midi. Le « bloc-système », nouvelle organisation, bloque quinze jours de cours, auxquels succèdent quinze jours de stage, avec travail obligatoire le dimanche au moment des stages.

Le déficit de la Sécurité sociale

Les patrons et l'Etat doivent 15 millions

MERCREDI, le conseil des ministres va augmenter les cotisations de la Sécurité sociale. Le prétexte invoqué est le « déficit » de cette institution. Ce déficit serait dû au fait que les travailleurs se soignent trop, que les vieux chômeurs coûtent trop chers. Mais ce que ne dit pas le pouvoir, c'est que les patrons et l'État doivent des milliards à la Sécurité sociale. En fait, le déficit est un mensonge inventé par le pouvoir pour rogner sur les salaires et les droits sociaux des travailleurs afin que les capitalistes accroissent leurs profits.

Le déficit annoncé par Barre pour 1978 serait de 4 à 7 milliards (le montant de ce « déficit » varie avec chaque déclaration ou presque).

Une des raisons importantes de la mauvaise santé de la Sécurité sociale, dont d'ailleurs le pouvoir ne parle jamais, est constituée par les dettes patronales. A la fin de 1977, les patrons devaient huit milliards de francs à cette institution, sans compter 1,4 million qu'ils doivent à titre de majoration pour retard de paiement et pénalisation.

Avec la crise, et étant donné la législation, 55 % de ces sommes qui sont supérieures au déficit annoncé pour 1978 ne seront jamais payées par les patrons. En effet, quand ceux-ci ferment des usines, leurs dettes à la Sécurité sociale sont annulées. Ainsi, Boussac avait obtenu du gouvernement de ne plus payer les cotisations. Quant aux Willot, qui ont acquis les biens de Boussac, ils n'auront pas à payer les dettes de ce dernier. Il est aussi habituel que les gros capitalistes ne paient pas les cotisations en faisant le chantage suivant : *« Ou nous ne payons pas, ou nous licencions car nous ne pouvons tenir »*.

LES DETTES DE L'ÉTAT

Fin 1977, l'État, les entreprises dite publiques et les collectivités locales devaient à la Sécurité sociale 5,6 milliards de francs. Certaines municipalités paient avec un retard considérable les cotisations des employés municipaux.

Au total, les patrons et l'État doivent actuellement à la Sécurité sociale 15 milliards, soit exactement le déficit inventé par le gouvernement pour 1979.

LES « CHARGES INDUES »

L'argent versé pour les deux tiers par les travailleurs à la Sécurité sociale et qui devrait n'être utilisé en principe que sous forme de prestations aux assurés, est en réalité détourné de ce but.

Le gouvernement puise dans les caisses de la Sécurité sociale de l'argent qu'il utilise à tout autre chose qu'à des remboursements de soins ou à des prestations : formation de personnel médical, participation aux investissements et à la construction d'équipements sanitaires, d'hôpitaux, etc. La partie des cotisations ainsi utilisée n'est donc qu'un impôt déguisé. Ainsi, chaque année, la Sécurité sociale couvre une avance de trésorerie aux hôpitaux publics.

Cette avance qui ne comporte aucun intérêt s'élevait en 1977 à quatre milliards de francs.

Une autre cause du déficit est constituée par le fait que le prix des médicaments et des soins est très élevé car l'État prélève une TVA importante et parce que l'industrie et les laboratoires pharmaceutiques font de gros profits sur les médicaments. Tout ceci contribue à vider les caisses de la Sécurité sociale.

D'autre part, quand la Sécurité sociale manque d'argent, elle en emprunte non pas au Trésor public qui consent un faible intérêt, mais à la Caisse des Dépôts et Consignations avec un intérêt de 8 %. Par contre, quand la Caisse des Dépôts emprunte à la Sécurité sociale, celle-ci ne peut exiger qu'un intérêt de 1 %.

Tout ceci montre suffisamment que le déficit de la Sécurité sociale est créé artificiellement. La protection sociale en France est un acquis des travailleurs que la bourgeoisie en période de crise, comme aujourd'hui, veut rogner.

Le « déficit » inventé pour 1978 est de quatre à six milliards. Le pouvoir parle déjà pour 1979 d'un déficit de quinze milliards. C'est donc à une attaque importante que le pouvoir se livre et se livrera à l'avenir. Les travailleurs doivent être vigilants et défendre leurs droits, ce qui n'est possible que par la lutte.

Henri MAZEREAU

Les cliniques privées volent la Sécurité sociale

Si les patrons et l'État sont les principaux débiteurs de la Sécurité sociale, d'autres, plus petits, la volent directement. C'est le cas des cliniques privées. Quand elles sont conventionnées, elles reçoivent de la Sécurité sociale un prix de journée. Entre autres, celui-ci comprend le coût des médicaments. Il y a quelques années, ce prix a été augmenté pour les médicaments les plus chers et pour le sang. Du coup, la plupart de ces cliniques n'administrent plus que ces médicaments au remboursement plus élevé. Pour accroitre encore leurs bénéfices, elles se font rembourser au « tarif pharmacien » les médicaments qu'elles achètent au « tarif hôpital » qui est de 30 % moins cher que le premier. Un tel vol, car il s'agit bien d'un vol fait à la Sécurité sociale, peut atteindre, pour une clinique moyenne, le million par an. Si l'on multiplie cette somme par le nombre de cliniques, on devine qu'un tel vol prend des proportions importantes.

Culturel

Arrestation d'un suspect pendant la Révolution française. C'est contrainte par les luttes des masses des villes et des campagnes que la Convention prit des décrets contre les accapareurs et les trafiquants.

Samedi soir à Montreuil, un débat sur la Révolution française et la Terreur

Un débat qui pose des questions d'actualité

LA Terreur pendant la Révolution française et la période de la Convention. C'était le thème d'un débat qui avait lieu samedi à la la Maison populaire de Montreuil. Débat historique certes, mais qui pose des questions très actuelles sur la nécessité de la violence révolutionnaire des masses aujourd'hui pour la prise du pouvoir.

Samedi 9 décembre , la Maison populaire de Montreuil organisait un débat sur la *Révolution française, la Terreur et l'Etat*, avec Albert Soboul, historien de la Révolution française membre du PCF et François Hincker, maitre assistant à la Sorbonne, rédacteur en chef de la *Nouvelle critique*, revue du PCF pour les intellectuels. Ce débat prolongeait le projection du film *La terreur et la vertu*, réalisé par Stello Lorenzi. Le film de ce dernier montre bien les conflits et les contradictions qui divisent la Convention, mais il laisse dans l'ombre le contexte dans lequel s'inscrivent ces contradictions. C'est cela surtout que le débat va éclairer.

Albert Soboul revint d'abord sur l'amalgame que certains font entre la terrorisme de la bande à Baader ou celui des Brigades rouges et la Terreur de 1793. " expliqua que le terrorism qui a secoué l'Italie et l'Allemagne n'a rien à voir avec la violence de la Révolution française et de la Convention. Il démontra que les deux contextes sont très différents. D'une part il s'agit d'une violence collective exercée par les masses dans un processus révolutionnaire, de l'autre il ne s'agit que d'actes individuels effectués dans une situation qui n'est pas révolutionnaire. Beaucoup de questions portaient la nécessité de la violence ou au contraire la pratique de la non-violence.

Hincker et Soboul ont répondu avec précision en expliquant que ce qui fut la *Terreur* englobe toute politique révolutionnaire. Par exemple, la Déclaration des droits de l'homme de 1789 ne mentionne pas de droit à l'instruction, pas le droit au travail, pas de droit à l'assistance, alors que, fait nouveau, ces principes sont inscrits dans la Constitution de 1793. Ils reflètent les luttes et les révoltes du peuple travailleur des villes et des campagnes qui luttait contre la spéculation sur le blé et pour la taxation du prix du pain.

Hincker expliquera que la Terreur a été l'aboutissement, la forme judiciaire de luttes de masses, c'est le reflet au niveau judiciaire de la lutte des classes.

Une de ces conquêtes fut le suffrage universel. De cela, les girondins et les jacobins ne voulaient pas entendre parler. La Constitution de 1793 fut votée par 1 200 000 personnes. Elle servit de référence durant une grande partie du XIXe siècle. Aujourd'hui encore, on ne peut pas dire qu'elle soit appliquée. Soboul expliqua aussi que la Convention était un front de classe, une coalition de classes, une alliance entre les travailleurs et la bourgeoisie démocratique révolutionnaire. En effet, la bourgeoisie n'avait pas assis son pouvoir de façon stable, elle se sentait menacée de l'extérieur par la coalition des monarchies européennes et de l'intérieur par les aristocrates et ceux qui voulaient faire la paix, en Bretagne et à l'extérieur. C'est contrainte et forcée par les luttes des masses des villes et des campagnes — et l'armée républicaine était constituée principalement de paysans — que la Convention prit les décrets contre les accapareurs et les trafiquants qui mettaient en danger la solidité de la coalition et risquaient de dresser le peuple contre la bourgeoisie révolutionnaire. Dans ce sens, Hincker souligna que c'était principalement les membres du tiers Etat (des bourgeois) qui furent jugés pour trafic ou spéculation. A certains participants qui contestaient son point de vue, Soboul expliqua que l'historien ne juge pas l'histoire d'un point de vue moral, mais qu'il essaye d'expliquer et de comprendre, explication et compréhension qui sont en fonction, bien sûr de sa classe sociale et de son point de vue politique.

Beaucoup d'autres choses ont été dites dans ce débat. Hincker a dit : *« Je me sens solidaire de la Révolution française comme acte émancipateur, je suis solidaire de Bara et de Viala et de la Terreur comme pratique politique d'ensemble »*. Bien mais actuellement ? Que disent les dirigeants du PCF ? Ils ne défendent la violence collective des masses qu'au passé. Ce qui était valable jadis ne le serait-il plus aujourd'hui ? Après l'échec du 19 mars, ils s'entêtent à proposer la « voix pacifique au socialisme », comme seule solution possible. Les exploiteurs ont-ils changé ? Vont-ils quitter la scène de l'histoire sans se défendre ? Assurément non. Ce sont des questions qui sont d'actualité. Et on ne peut pas se dire solidaire de la violence des masses pendant la Révolution française et nier la nécessité de la violence révolutionnaire aujourd'hui pour chasser la bourgeoisie.

Léon CLADEL

Mercredi 13 décembre, 14 h devant le palais de justice de Versailles

Manifestation de soutien aux résidents d'Elancourt

En grève des loyers depuis février 1977, les résidents du foyer Sonacotra d'Elancourt sont l'objet de poursuites judiciaires.

Le 4 juillet 1978, la Sonacotra perdait le procès qu'elle intentait contre quatre résidents dont elle demandait l'expulsion.

Mercredi 13 décembre doit avoir lieu le procès en appel à l'initiative de la Sonacotra. Ce procès aura lieu à 14 heures au palais de justice de Versailles. De nombreuses organisations appellent à manifester leur solidarité avec les résidents à 14 heures mercredi 13 décembre devant le palais de justice. Les organisations sont : MRAP, UL-CGT, UL-CFDT, CGT-EPA, Amicale des Algériens en Europe, SGEN-CFDT, Ecole émancipée, Ardi, Cotimo, Vie Nouvelle, PCML, PS, PSU, PCF, LCR, OCT, municipalité d'Elancourt Commission immigrés d'Elancourt.

Souscription

20 millions pour fin décembre

EN ce mois de décembre, une bataille de grande ampleur est engagée pour recueillir vingt millions qui ajoutés aux quatre-vingt millions anciens déjà souscrits, permettront d'atteindre l'objectif des cent millions fixé pour 1978.

Alors nous aurons consolidé sur le plan financier la situation de notre presse et serons en mesure de recueillir les fruits de l'effort consenti tant sur le plan financier que sur ceux du contenu et de la diffusion.

Car, si bien sûr la souscription demeure une nécessité, c'est le développement de la diffusion qui constituera l'élément décisif à long terme. Justement, le mois de décembre est aussi celui de la diffusion. Pour des raisons d'économie, le quotidien cessera de paraitre du 23-24 au 2 janvier mais par contre, nos camarades et diffuseurs consacreront en bonne part leurs efforts à la diffusion du numéro 1 000 du quotidien. De nombreux exemplaires ont déjà été commandés en vue de faire des diffusions de masse dans les entreprises et les quartiers.

Ce numéro spécial que vous diffuserez aussi sur les marchés et au porte à porte, ne manquez pas d'accompagner sa diffusion d'appels à la souscription.

Expliquez quels sont les objectifs de notre presse, quel parti nous sommes, parlez aussi de notre situation financière et du fait que nos ressources résident exclusivement dans les petits sous des travailleurs qui nous soutiennent. Continuer la souscription de cette manière est nécessaire car la vente des cartes de vœux et des calendriers, si elle doit faciliter l'obtention des vingt millions pour fin décembre, ne permettra pas à elle seule d'atteindre ces résultats.

J. Q.

Liste de souscription

TOTAL PRÉDÉDENT :	19 861 F
Supplément à réabonnement quotidien :	
MR Avignon	120 F
CY Bretagne	10 F
RC Montpellier	20 F
LBB, Rennes	10 F
Supplément à réabonnement quotidien plus bimensuel :	
T. Mayenne	200 F
BA. Nimes	175 F
Un médecin généraliste Lorient	82 F
Sur vente de cartes postales Audaincourt	76 F
Des militants du PCML Laval	1 085 F
Cellule du PCML Guy Libau St-Nazaire	600 F
Pour que vive et se développe l'Humanité rouge, un camarade Issy-les-Moulineaux	5 000 F
MN. et JJ Sarthe	30 F
Souscription anonyme	65 F
CP Eugène Varlin Paris	2 239 F
Prime de mariage de S. et de JL. Marseille	160 F
Supplément à matériel divers JR. Yonne	27 F
Pour saluer le No 1 000 Créteil	150 F
Supplément à vente de calendrier librairie Paris	10 F
Souscription de masse Orléans	19 F
Souscrption militante Orléans	1 601 F
Sur vente generale calendrier novembre	5 272 F
5e session du CC du PCML	600 F
Supplément à vente de cartes postales Paris, trois employées de la Caisse d'épargne	18 F
Supplément à commande livre et calendrier LJ. Angers	55 F
Cellule Mao Tsé-toung du PCML premier envoi Roubaix	500 F
NOUVEAU TOTAL AU 8 DÉCEMBRE 1978 :	37 985 F

Les militants bretons détenus à Fleury Mérogis condamnent l'attentat du BHV

NOUS publions ci-dessous le communiqué condamnant l'attentat criminel du BHV que nous ont adressé des prisonniers politiques bretons détenus à Fleury-Mérogis. A cette occasion nous réaffirmons, quoiqu'en désaccord avec les buts et les moyens de leur action, notre soutien à ces militants, victimes de la répression et de l'arbitraire de l'Etat capitaliste.

« Les prisonniers politiques bretons détenus à la prison de Fleury-Mérogis condamnent, quels qu'en soient les auteurs, l'attentat contre le BHV.

« Aucun militant breton ne saurait se rendre coupable d'un acte meurtrier. Toutes les actions à mettre à l'actif du FLB-ARB ont été faites dans un but symbolique en prenant soin de ne blesser personne. La seule victime à déplorer était un membre du FLB.

« Ayant été indirectement mis en cause par un coup de téléphone anonyme, nous tenons à nous démarquer totalement de cet acte visant délibérément à tuer, qui ne peut être que l'œuvre d'un provocateur ou d'un déséquilibré ».

DOSSIER

Suite de la page 8

Dans ce port, après la vente à l'Afrique du Sud du « *St-Briac* » et du « *St-Enolat* », c'est trois autres chalutiers, le mois dernier qui s'en vont pour Dakar : le « *Relax* », l'« *Atlas* » et le « *Doris* ». A Lorient, novembre 1978, après le « *Capitaine Cook* » dirigé sur Abidjan, un autre chalutier de 54 mètres et 2 000 chevaux, le « *Thierry Pascal* » de l'armement Lucas, s'en va pour être exploité par une société franco-ivoirienne en cours de création...

Avec les chalutiers, ce sont les conserveries qui lèvent l'ancre. « Saupiquet » part à Abidjan ainsi que « Pêche et Froid ». « Pêcheurs de France », (une coopérative) va s'implanter à Dakar. Le sauve-qui-peut des armateurs et des financiers de la conserve laisse les ports bretons exsangues. Des milliers de travailleurs au chômage... Pour les jeunes, il ne reste que l'exode. Ainsi, selon les situations, trust et armateurs jouent-ils tantôt de la corde nationale, tantôt d'une politique sans frontière.

LA RIPOSTE DE CLASSE DÉJOUERA DEUX ECUEILS

Quand le « *Thierry-Pascal* » a licencié son équipage, les autres marins de l'armement Lucas, se sont mis en grève. Pour eux, les licenciements, c'est inacceptable. Ils ont exigé que l'armateur remette en vigueur le système des rotations : pour quatre chalutiers, il faut cinq équipages ! Cette mesure doit permettre de réembaucher les licenciés, elle doit permettre de vivire moins durement.

Quand le « *Capitaine Cook* » a été vendu, les marins de l'armement Jego Quéré auquel il apartenait ont fait grève, pour defendre l'emploi des seize marins qu'on privait de leur boulot. Ils ont fait grève pour forcer Jego Quéré à embaucher un homme de plus dans chaque équipage !

La riposte est engagée. Dans cette voie, deux écueils : le chauvinisme et la xénophobie anti-tiers monde et l'exaspération des contradictions entre marins pêcheurs européens. Sous l'influence de la ligne politique du PCF, certains soufflent sur ce feu là. Ils détournent les luttes de leur cible — le système capitaliste lui-même — pour attaquer les pays africains et faire crier « *Mort au Anglais* ». La démarcation n'est pourtant pas entre Etats, mais entre travailleurs et peuples d'un côté, profiteurs et souteneurs du capitalisme de l'autre.

Autour d'un objectif clair : « *Que l'emploi soit préservé* », sur une ligne claire : « *Solidarité avec le tiers monde et les travailleurs des autres pays européens* », la lutte des hommes de la mer s'organise et s'éclaircit, comme en témoigne le récent « Congrès national de la mer », tenu par la CFDT début décembre à Brest.

Habitués à affronter les assauts des vagues, les pêcheurs sauront faire face à ceux du grand capital.

ECHOS *des entreprises et quartiers*

Montpellier : succursale Renault

Pour tester la combativité des travailleurs

LE garage Renault de Montpellier est une succursale de la Régie et non pas une agence comme l'ont bien précisé les ouvriers, car, en effet, il y a une différence importante surtout dans cette affaire.

Il y a un certain nombre de succursales dans toute la France et dans la région Languedoc-Roussillon il y en a trois : Montpellier, Béziers, Nimes.

Les succursales s'occupent du service des ventes et après-vente, des occasions et des réparations et sont donc liées à la Régie Renault. Ceci signifie que les ouvriers ont certains avantages acquis, acquis durement par la lutte et ils comptent bien les conserver. Les agences, elles, sont tout à fait privées.

Lors d'un banquet, un vendeur, délégué syndical de la succursale de Cannes, entend un membre de la DCZ (Direction commerciale des zones), dire que Cannes va être vendu à un particulier ; la vente devant avoir lieu le 22 novembre.

Dès que cette nouvelle est connue, tous les ouvriers de la succursale de Cannes se mettent en grève, avec occupation des locaux. Le lundi suivant, tous les délégués des succursales zone-Sud se réunissent avec le représentant national : à l'unanimité, ils décident une grève pour l'après-midi du mercredi 29 novembre (grève pour la zone sud) et une autre pour la journée du vendredi 1er décembre (sur le plan national).

D'autre part, à Montpellier et ailleurs, durant la semaine, des communiqués paraissent dans la presse, des tracts sont diffusés.

Jeudi soir 30 novembre, le DCF (Directeur commercial France) reçoit les délégués de Cannes et les délégués centraux qui obtiennent un procès-verbal signé, certifiant que la succursale de Cannes resterait une succursale Renault, et que si de pareils faits se reproduisaient, ça fera l'objet d'une réunion du CCE (Comité central d'entreprise).

Pour les cent-vingt grévistes de Cannes, la direction a accepté de payer un jour de grève sur les sept et promis qu'aucune répression ne serait exercée contre eux. Mais six jours non payés, c'est beaucoup ; alors la solidarité s'est organisée dans les succursales de toute la France. A Montpellier, la collecte a rapporté 700 F.

Il reste d'autres luttes à mener, et notamment obtenir la parité des salaires entre toutes les succursales de France (en effet, la direction a décidé arbitrairement que telle succursale appartenait à la zone 3, telle autre à la zone 2, ce qui veut dire pour les ouvriers de la zone 3 un manque à gagner).

En tout cas, les ouvriers de Renault Montpellier sont persuadés que par la lutte unie et en créant un large rapport de force on obtient beaucoup.

Correspondante HR

La santé des travailleurs à l'usine Caravelair de Tournon

UNE intoxication spectaculaire s'est passée sur la chaine 5 avec le produit de crépissage des caravanes : plusieurs ouvriers ont été atteints de vomissements, vertiges, maux de tête et ont été obligés de s'arrêter de travailler et de se mettre en maladie. Cette intoxication se produit en fait de façon plus sournoise et tout aussi efficace, quant aux risques à long terme de la peinture et des diluants servant aux retouches en bout de chaines et au bâtiment D.

Cette peinture est fabriquée à base de dérivés du pétrole : hydrocarbures benzéniques ainsi que des diluants tels que xilène, roluène, etc.

EFFETS ET CONSEQUENCES SUR LA SANTE

Les hydrocarbures benzéniques absorbés par la respiration passent dans le sang à cause de leur grande solubilité dans les graisses. Ils se fixent ainsi sur les différents organes riches en lipides : système nerveux, moelle osseuse, foie, reins, etc.

C'est le système nerveux qui sera le plus vite atteint, ce qui explique certains troubles comme les maux de tête, les vertiges ou un état d'excitation suivi de somnolence.

Mais c'est au niveau du foie que le benzène va être transformé en produit plus soluble dans l'eau afin de rendre possible son élimination dans les urines. C'est au cours de cette désintoxication bénéfique pour l'organisme que se forment parfois des intermédiaires réactifs capables de détruire les constituants vitaux des cellules.

Cela peut aller d'une simple réaction allergique (eczéma) à une nécrose tissulaire (anémie aplasique), se manifestant par de petites hémorragies (saignements de nez, de gencives, etc.) ou plus grave, leucémie (cancer du sang).

Ceci pour expliquer toute la gravité de l'intoxication à long terme des hydrocarbures benzéniques par atteinte des cellules formatrices des éléments du sang dans la moelle osseuse : anémie aplasique (absence de formation de globules rouges) ou leucémie (formation anarchique de globules blancs). Si l'anémie peut être rapidement diagnostiquée, la leucémie peut apparaitre après plusieurs mois ou plusieurs années (cinq à quinze ans).

Plusieurs cas mortels de benzolisme ont été signalés chez de jeunes peintres. Le risque de leucémie est dix à vingt fois plus élevé chez les ouvriers exposés aux hydrocarbures benzéniques que dans la population en général.

Si la direction de Caravelair est obligée de faire le minimum : prise de sang tous les six mois aux peintres, elle se garde par contre d'en communiquer les résultats et encore moins de faire contrôler la santé des travailleurs des bouts de chaines et du bâtiment D, exposés au même danger.

En pleine illégalité, Caravelair joue avec notre santé dans le seul but de s'empocher toujours plus d'argent. Cette situation n'a l'air d'inquiéter vraiment personne ni le chef de la sécurité, plus préoccupé de falsifier les comptes du comité hygiène et sécurité dans le but de faire supprimer les indemnités de Sécurité sociale à un ouvrier gravement blessé, ni le médecin de l'usine.

La santé des ouvriers ne compte vraiment pour rien pour ces messieurs.

(Article paru dans « Brisons nos chaines », bulletin du PCML paraissant sur l'usine Caravelair de Tournon, dans l'Ardèche).

BLOC-NOTES

1000 Le numéro 1 000 de L'Humanité Rouge va sortir. Préparez-vous et passez vos commandes

Le No 1 000 de l'*Humanité rouge*, sortant le jeudi 14 et daté du vendredi 15 décembre au 2 janvier sera un numéro spécial de 16 pages (prix 3 F) destiné à une diffusion militante de masse notamment lors du 16 et 17 décembre.

Il comportera notamment une rétrospective de quelques unes des « Unes » les plus significatives, une interview de Jacques Jurquet, secrétaire général du PCML, sur les conditions dans lesquelles il en est venu à se poser, non sans déchirement, la question du caractère de classe du PCF, parti dont il était membre depuis 20 ans. Deux pages au moins seront consacrées au courrier des lecteurs et à la rubrique « Avec le Parti ». Ce numéro spécial traitera également de la lutte contre le chômage et les licenciements, du 40e congrès de la CGT, de la lutte des petits paysans, du danger de guerre et de la question de l'Europe, du socialisme en Chine, du Vietnam (etc), sans parler d'une page culturelle. Passez dès maintenant vos commandes à l'administration. Lecteurs et correspondnts, à vos plumes, pour enrichir les rubriques « Courrier des lecteurs, témoignages, et avec le parti ».

La publication de l'*Humanité rouge* quotidienne sera suspendue des 23-24 décembre au 2 janvier : date de parution du premier numéro de l'année 1979.

A NOS CAMARADES :
Les sections et régions qui le désirent peuvent passer commande des quatre pages Vietnam parues dans notre édition datée du samedi 9 et dimanche 10 décembre.

ORLEANS
Conférence-débat sur la situation au Kampuchea démocratique :

Au cours de cette conférence, un membre de la délégation du PCML reçue au Kampuchea en septembre 1978 présentera un montage-diapos réalisé lors de cette visite.

Le mercredi 13 décembre
à Orléans – 20 h 30 – Salle du Baron (patinoire)

PARIS
Exposition culturelle organisée par l'OLP avec le concours de l'UNESCO à l'occasion de la journée de solidarité avec la Palestine.
Cette exposition se tiendra jusqu'au 14 décembre au siège de l'UNESCO, tous les jours de 9 h à 19 h à la maison de l'UNESCO ; 7, place de Fontenay – Paris 7e (salle 9).

Abonnez-vous à l'Humanité rouge
Quotidien

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	3 90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 Nol	50 F	60 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.
Nom . . . . . .
Prénom. . . . . .
Rue . . . . . .
Commune . . . . . .
Code postal . . . . . .

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste.

NOM. . . . . .
PRÉNOM. . . . . .
Lieu de travail. . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson – Front ouvrier : Gilles Carpentier – International : Annie Brunel
L'Humanité rouge – Pour toute correspondance : BP : 61 75861 Paris cedex 18
CCP : 30 226 72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 4e trimestre 1978

Bretagne d'aujourd'hui (3)

Pêche : menaces et ripostes

Des conditions de travail dur. Hiver comme été le chalut va à l'eau.

ILS s'appellent « Mojenn », « Elsinor », « Tourmalet », « Lemalouin ». A Concarneau, 105 chalutiers débarquaient régulièrement leur cargaison en 1971. Il en reste aujourd'hui 47. Dans la pêche aussi, c'est la crise. Pas seulement ici. De Boulogne à Sète et La Rochelle, en passant par Concarneau et Lorient, les pêcheurs travaillent très dur et se battent contre toutes les « marées noires » qu'impose le capitalisme. Dans ce secteur très diversifié, artisanal ou industriel, côtier ou hauturier, la pêche bretonne compte pour plus d'un tiers de la production française et n'échappe pas à des difficultés qui touchent tous les secteurs : terre-neuvas de Saint-Malo, thoniers concarnois, chalutage de Lorient... Petite ou grande pêche, partout pour les 16 000 marins-pêcheurs bretons, il faut se battre ou crever.

Les chalutiers de Concarneau, de Lorient et de Douarnenez partent de plus en plus loin : la plupart s'en vont en mer Celtique et surtout à l'ouest de l'Ecosse. Deux jours pour arriver sur les lieux de pêche. Là-bas, huit à dix jours d'activité intense dans le froid, l'humidité, la tempête souvent. Sur les « pêche-arrière », le pont est couvert et le travail n'est presque jamais arrêté, même par gros temps. Les autres, les « classiques », doivent se mettre « bout de la lame » et attendre.

Jour et nuit, le chalut va à l'eau : on le traine pendant deux à trois heures, une demi-heure pour le remonter et le replonger, une heure pour tirer, pour étriper, pour mettre le poisson dans la glace. Le temps qui reste avant la prochaine remontée, on mange en vitesse, on essaie de voler un peu de sommeil. Et cela sans arrêt, sans arrêt. Les « journées de travail » peuvent atteindre ainsi 36 heures et parfois davantage !

A tout moment, le ronronnement du moteur, les grincements du treuil, les paquets de mer... en attendant le prochain coup de sirène, qui remet tout le monde au boulot.

Sans arrêt, sauf si le filet a accroché et s'est déchiré. Il faut alors le ramener sans perdre une minute : à bord, chacun peut faire une bonne marée, car sur les chalutiers, on est payé à la part (en plus d'un petit fixe). Un filet perdu, une avarie, une panne ou trois jours de tempête, c'est la marée qui est foutue. Alors tant qu'il y a du poisson, on y va.

Et on se crève. Dans ces conditions de fatigue, l'accident est vite arrivé : un paquet de mer qui te projette sur la ferraille du pont ou qui te balance à la mer, un câble qui casse et qui te fauche, une main prise dans un treuil. Sur le chalutier, le pépin est encore plus fréquent que sur le chantier. Dans ces conditions, le travail use vite !

Après 15 jours, retour au port. On emmène avec soi la godaille, quelques poissons pour la famille, un cadeau en somme. Le chalutier reste deux ou trois jours à quai : le temps de débarquer et de vendre la cargaison, de refaire la glace, de faire le plein. Pour les marins-pêcheurs, le temps de passer voir sa femme et ses enfants. Et c'est reparti pour un tour.

C'est ça la vie de marin sur un chalutier. Et plus ça va, plus c'est difficile de gagner sa vie. Encore faut-il trouver à embarquer. Depuis 4 ans, le chômage s'étend, car la pêche est malade.

LA MER SE VIDE

Malade du profit. Jusqu'ici, le capital rapace se contentait de cueillir et de faire trimer. Il y a dix ans, le poisson était à la porte. Maintenant, il faut aller le chercher de plus en plus loin et les tonnages sont de plus en plus maigres.

Le golfe de Gascogne, autrefois vivier naturel de la France, s'est dépeuplé. Les poissons nobles comme le turbot, la sole, la daurade ont pratiquement disparu. En mer du Nord, le stock de harengs était de sept millions de tonnes en 1966 : dix ans après, il n'est plus que de 250 000 tonnes.

Trusts et armateurs ont depuis dix ans surexploité la mer et les hommes : chalutiers de 60 mètres, chaluts pélagiques dévastateurs, concurrence effrénée. Les navires-usines soviétiques (qui eux font jusqu'à 250 mètres) labourent les fonds et ne laissent rien derrière eux. N'oublions pas qu'en plus de leurs autres « activités », les chalutiers de l'URSS font aussi de la pêche. Les brigands ne rejettent rien derrière eux : même les mouettes ne les suivent pas !

L'appauvrissement de certains fonds a conduit les chalutiers bretons à chercher toujours plus loin les lieux de pêche : pour pêcher un kilo de poisson, il faut un litre de fuel. Trois jours de voyage, au lieu de quelques heures auparavant. Et cela au moment où le prix du carburant a quadruplé !

1970 : les perspectives sont radieuses : les armateurs ont investi et — subventions de l'Etat aidant — c'est la modernisation à tout va. Aujourd'hui, la quasi-totalité de la flotille de pêche industrielle se retrouve en déficit, avant même d'avoir été amortie. Ici, comme ailleurs, quand les affaires vont mal, c'est aux travailleurs qu'on veut faire payer les pots cassés. Les salaires sont rognés, l'emploi subit une attaque foudroyante : 16 000 personnes vivent de la pêche — à terre, 30 à 70 000 emplois lui sont liés, directement ou non. La grande braderie de l'emploi est commencée ! Pas seulement dans la pêche ! Dans la conserverie : 958 licenciements en 1975, 700 en 1976, autant en 1977. L'an passé, la SOPROMER a fermé ses portes : 180 emplois de moins à Concarneau, 100 de moins à Lorient, 100 à Trégunl.

LES CONTRADICTIONS DE « L'EUROPE BLEUE »

Excédés de voir qu'on pille leurs richesses maritimes, les pays d'Afrique résistent : pour contrer les empiètements des grandes puissances, ils étendent leur zone économique exclusive à 200 miles (370 kilomètres). Personne ne devra plus pêcher sans leur accord. Face à la situation d'extrême appauvrissement de la mer qui met en péril leurs profits, les neuf emploient les mêmes moyens : on limite les tonnages, on réglemente les moyens de pêche, la taille des captures pour éviter la disparition des espèces. Chaque pays définit sa zone de pêche. Les pays de la CEE ont ainsi réussi à neutraliser le pillage des Soviétiques.

Restent les problèmes aigus avec les Espagnols et les Anglais. En réalité, derrière les « égoïsmes » nationaux se cachent les trusts. La firme Findus, filiale du trust Nestlé à la haute main sur les pêcheries britanniques et irlandaises : elle refuse l'accès de ses « eaux » aux pêcheurs continentaux. Alors qu'en principe, les eaux communautaires devraient rester largement ouvertes aux pays membres — ou voisins, comme l'Espagne. Alors que les arrangements sur les quotas devraient être possibles entre pays pauvres et pays riches en quotas de pêche.

Les réglementations draconiennes qui entrainent arraisonnements et fortes amendes pour les chalutiers bretons (de même qu'elles ruinent la pêche aux harengs de Fécamp) sont le reflet des rapports capitalistes existants au sein de l'Europe bleue : restrictions et chômage, mauvais coups de la concurrence retombent sur l'échine des travailleurs de la mer.

TRUST ET ARMATEURS

Les armateurs français ne s'en font pas pour autant : le profit n'a pas de patrie. Les fonds européens se dépeuplent ? L'accès aux fonds existants est restreint ? Qu'importe. Les armateurs déménagent. La flotte sera transférée sous d'autres cieux : en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Maroc, en Afrique du Sud. En sept ans, Concarneau a perdu plus de la moitié de ses chalutiers : au quartier maritime c'est 600 marins qui ne trouvent plus à embarquer.

Yannick DAGORN
Jean Pol PENNEC

(Suite page 7)

La pêche en quelques chiffres

Boulogne 122,2 millions de tonnes ; Lorient 75,4 ; Concarneau 60,4 ; Douarnenez 17,7 ; Le Guiluinec 15,7 ; La Rochelle 13,7. La pêche en France, c'est six grands ports, dont quatre sont bretons. Ces quatre ports font le tiers de la production française.

A part St-Malo (spécialisé dans la grande pêche à la morue), les ports de pêche sont situés sur la côte sud de la Bretagne. Lorient, Concarneau font de la pêche hauturière. Certains ports sont plus spécialisés : Audierne pour le thon, Douarnenez pour la sardine, Camaret pour la langouste. La pêche à la coquille St-Jacques : « pratique en rade de Brest.

Ça veut dire

Les criées : les marchés dans lesquels les pêcheurs ou les armateurs vendent leurs pêche aux mareyeurs, aux conserveries, aux usines d'aliments. Un système qui remplit les poches des armateurs et des mareyeurs, mais qui vide celles des pêcheurs et des ménagères.

Les chalutiers : bateaux qui trainent le « châlut », le filet. Les chalutiers industriels partent pour une quinzaine et font de la pêche « hauturière », c'est-à-dire en haute mer. Les petits chalutiers artisanaux font des sorties à la journée.

Les armateurs : arment les navires, c'est-à-dire les financent . Un placement comme un autre.